

Le roi du Maroc impose un nouveau premier ministre aux islamistes

Saad-Eddine Al-Othmani, numéro deux du Parti de la justice et du développement, a été chargé de former un gouvernement

Nouveau coup de théâtre dans la lancinante crise politique marocaine :

moins de 48 heures après avoir remercié le chef de gouvernement Abdelilah Benkirane, chef du Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste), le roi a nommé vendredi 17 mars Saad-Eddine Al-Othmani, numéro deux du même

parti, pour lui succéder. Selon le communiqué officiel, Mohammed VI a reçu M. Al-Othmani en début d'après-midi au palais royal à Casablanca et l'a nommé chef du gouvernement « conformément à la Constitution et l'a chargé de former le nouveau gouvernement ».

Cette nomination a pris de court la direction du PJD qui avait

prévu de se réunir ce samedi pour tenter de trouver une réponse à la crise. Incapable de former une coalition depuis cinq mois, le chef de gouvernement Abdelilah Benkirane avait en effet été démis de ses fonctions mercredi soir par voie de communiqué royal. Mohammed VI y annonçait aussi vouloir nommer un nouveau premier ministre, toujours issu des rangs de la formation islamiste. Réuni jeudi à son siège de Rabat, le secrétariat national du PJD n'avait pourtant pas donné de

nom de remplaçant et annonçait un nouveau conciliabule pour le surlendemain.

Psychiatre de formation

« Avec cette annonce, le roi a clairement pris de court le PJD. C'est une façon d'accélérer le règlement de la crise, et de montrer qu'il a pris les choses en main », souligne le politologue Mohammed Madani, enseignant à la faculté de droit de Rabat, pour qui cette nomination ne signifie pas forcément la fin de la crise : « L'enjeu est de savoir si M. Al-Othmani va maintenir le cap de son prédécesseur, auquel cas on pourrait aboutir au même blocage, ou si on lui facilitera la tâche en incitant les autres partis à diminuer leurs exigences dans les négociations pour que le gouvernement soit enfin formé. »

Arrivé au pouvoir en 2011 au moment des soulèvements arabes, et sorti à nouveau en tête lors des élections législatives d'octobre 2016, le PJD de M. Benkirane n'avait pas réussi jusqu'ici à imposer ses alliés, notamment le parti de l'Istiqlal (parti de l'indépendance). Il refusait en revanche de faire une coalition avec l'Union socialiste des forces populaires (USFP), ce que demandait Aziz Akhannouch, chef d'un petit parti pivot, le Rassem-

blement national des indépendants (RNI), proche du palais royal et principal adversaire de M. Benkirane dans les négociations.

Jeudi, à l'issue de la réunion de son bureau politique, le PJD avait publié un communiqué assez clair sur son positionnement. Fidèle à sa stratégie de non-confrontation avec le palais, les islamistes y saluaient la décision royale de désigner une autre personnalité du PJD, expliquant que celle-ci consolidait « le choix démocratique et l'esprit de la Constitution » – adoptée en 2011, elle prévoyait que le chef de gouvernement est nommé par le roi au sein du parti arrivé en tête des élections législatives.

Mais loin de désavouer son chef, le PJD expliquait qu'Abdelaziz Benkirane n'était pas responsable du blocage des négociations : « La responsabilité incombe aux conditions successives imposées lors des différentes phases des négociations par certaines formations politiques. »

M. Al-Othmani, 61 ans, faisait partie des trois noms évoqués pour prendre la suite de M. Benkirane, aux côtés de Mustapha Ramid, ministre de la justice sortant, considéré parfois comme le

« dauphin naturel » de M. Benkirane, et de Aziz Rebbah, jeune ministre de l'équipement mais pesant peu dans le parti. Psychiatre de formation, M. Al-Othmani fait partie des dirigeants historiques de la formation islamiste qu'il a dirigée entre 2004 et 2008. Il a également été ministre des affaires étrangères en 2012-2013.

Poids lourds du PJD, consensuel et pragmatique, il a un profil très différent de celui du populaire M. Benkirane connu pour ses sorties médiatiques et sa façon de. Lors du congrès du PJD en 2008, Saad-Eddine Al-Othmani avait d'ailleurs été battu par Abdelilah Benkirane à l'élection pour le poste de secrétaire général. Dans un contexte tendu pour la formation islamiste – à l'époque un proche du roi, Fouad Al-Himma, venait de créer le Parti authenticité et modernité (PAM) avec l'objectif affiché de lui faire barrage –, les responsables du PJD lui avaient préféré une personnalité plus combative. « Son profil est certes plus diplomate que combatif. Mais pendant ces cinq années, Al-Othmani ne s'est pas désolidarisé de M. Benkirane et a soutenu toutes les décisions de la direction du parti », rappelle M. Madani. ■

CHARLOTTE BOZONNET